



HAL
open science

Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie

Jean-Pierre Pagé

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Pagé. Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie. Les Études du CERI, 2014, 209, pp.16-24. hal-04289754

HAL Id: hal-04289754

<https://sciencespo.hal.science/hal-04289754>

Submitted on 29 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie par Jean-Pierre Pagé

L'Europe centrale, si proche géographiquement de l'Europe occidentale, s'en éloigne aujourd'hui du fait de sa bonne santé apparente. Sa situation économique a certes connu elle aussi des secousses : à la crise des années 2008-2009, qui n'a pas manqué de l'affecter, a succédé la reprise en 2010, puis le ralentissement, légèrement en forme de *double dip* (deux périodes de récession entrecoupées par une brève période de croissance) des années 2012-2013. Mais si l'on se fonde sur l'état de la majorité des pays qui la composent, elle a retrouvé en 2014 une confortable croissance, alors que l'Europe occidentale s'enfoncé dans une langueur prononcée. Cela mérite explication.

Il convient tout d'abord de distinguer le noyau de cette Europe centrale, constitué par le groupe de Visegrád – la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie – des autres pays étudiés ici : la Croatie et la Slovénie.

Les quatre premiers ont connu en 2014 une accélération significative de leur croissance, qui atteint près de 3 % en moyenne. Les raisons et les modalités de cette progression diffèrent, mais dans tous les cas, elle est due non pas à une reprise de la croissance de leurs partenaires de l'Europe occidentale (de plus en plus hypothétique et différée) qui aurait influé sur la demande qui leur est adressée, mais, de façon endogène, à l'accélération de leurs propres demandes domestiques, et, singulièrement, de l'investissement public.

Cette reprise de l'investissement s'explique par trois types de mécanismes. D'abord, l'absorption des fonds structurels mis à disposition par l'Union européenne : les pays qui avaient négligé la possibilité d'accroître leurs investissements publics en utilisant ces fonds ont mis les bouchées doubles pour combler leur retard, et ont mis à profit l'opportunité qui leur a été donnée d'en consommer le reliquat en 2014 et 2015. Cela vaut surtout pour la République tchèque, mais aussi pour la Pologne qui avait fait une pause en 2012-2013. En Hongrie, la tendance est manifeste depuis 2013.

Ensuite, cet apport des fonds structurels au financement des investissements publics a été démultiplié en raison de l'obligation faite aux Etats concernés de cofinancer ces investissements, ce qui revient à mettre en œuvre un « multiplicateur » classique.

Enfin, l'investissement public, ainsi cofinancé par l'UE et les budgets publics, a agi à son tour sur l'investissement privé par un effet d'entraînement.

Les marchés ne s'y sont pas mépris et ont été sensibles à cette dynamisation de l'activité économique. Pour ne prendre qu'un seul exemple, c'est ainsi que s'explique, pour une large part, la bonne tenue de l'économie polonaise pendant et immédiatement après la crise de 2008-2009. Le pays a su maintenir une dynamique pendant cette période, grâce à une bonne utilisation du mécanisme de l'« impulsion budgétaire », couplée avec la souplesse que lui offrait la maîtrise de sa politique monétaire et, donc, de son taux de change.

Il n'en a pas été de même pour certains de ses voisins du groupe de Visegrád. Le contre-exemple est fourni par la République tchèque : elle a d'abord privilégié de manière excessive et contreproductive une politique d'austérité qui l'a conduite, après l'affaiblissement de sa croissance, à la récession en 2012 et 2013. Cette politique d'austérité, menée pour des raisons purement idéologiques, s'imposait d'autant moins que le pays se signalait par la bonne santé de ses finances publiques. La défaite de l'équipe néolibérale au pouvoir a mis fin à cette récession dans la deuxième partie de l'année 2013. Le nouveau gouvernement a pratiqué une autre politique dont l'effet ne s'est pas fait attendre : la République tchèque a retrouvé en 2014 une croissance que l'on peut chiffrer à près de 2 % et qui pourrait s'accroître en 2015 et 2016.

Bien qu'avec des caractéristiques différentes, la Slovaquie a suivi un chemin qui présente des analogies avec ce que nous venons de décrire. Gouvernée par une équipe d'inspiration très libérale,

elle a connu une croissance relativement faible en 2012 et, surtout, en 2013. Mais le dynamisme de ses industries de sous-traitance des grands groupes mondiaux de l'automobile lui a permis d'éviter la récession. Là encore, le changement d'équipe dirigeante à l'issue des élections législatives de mars 2012 a libéré le pays de la politique d'austérité qui l'enserrait. En bénéficiant d'une accélération significative de la consommation des ménages, soutenue par une vive augmentation des salaires réels, il a connu en 2014 une croissance que l'on prévoit proche de 2,5 % et qui pourrait être portée à 3 % en 2015.

Le cas de la Hongrie est encore différent. Comme on l'a vu dans les précédentes éditions du *Tableau de bord*, l'équipe au pouvoir, sous la férule de Viktor Orbán, met en œuvre une politique très pragmatique et non conventionnelle, qui cherche à concilier deux objectifs apparemment contradictoires : ne pas trop pénaliser une population qui a beaucoup souffert des efforts accomplis pour remettre les finances publiques en ordre après le fiasco du gouvernement précédent, et satisfaire simultanément les exigences de rééquilibrage imposées par la Commission européenne. A cette fin, elle a usé de plusieurs artifices : la taxation des banques et des entreprises étrangères par exemple, ou le rapatriement des cotisations de retraite engrangées dans le deuxième pilier privé (qui utilise le mécanisme de la capitalisation du système) au profit du premier (qui utilise celui de la répartition gérée par les finances publiques), ce en quoi elle a été suivie par la Pologne. Et force est de constater que cela n'a pas été vain : les autorités hongroises, en frôlant le précipice sans y verser, ont réussi à sortir le pays de la récession, et lui ont permis de retrouver une croissance de 3 % en 2014.

La Pologne, forte de sa réussite les années précédentes, a modéré son effort d'investissement public après le boum qui a précédé les championnats d'Europe de football, et a vu sa croissance ralentir fortement, au point de mettre en danger l'équipe du parti Plateforme civique et de la menacer de perdre le pouvoir au profit de la formation de Jarosław Kaczyński. Le gouvernement a senti le danger et donné une nouvelle impulsion budgétaire.

A cet apport de la demande publique à l'activité économique est venu s'ajouter tout récemment dans les pays considérés celui de la consommation des ménages. Paradoxalement, c'est la très faible augmentation des prix à la consommation (à la limite de la déflation) que l'on constate partout, y compris en Croatie, qui explique en partie sa bonne tenue. Son influence sur la croissance des salaires réels a en effet été très significative en 2014, puisque le taux de progression va de 2 % pour la République tchèque à près de 4,5 % en Slovaquie. Au total, on peut dire que c'est aujourd'hui la demande domestique qui vient épauler une demande extérieure dont l'avenir est incertain.

La Slovénie et la Croatie constituent deux cas différents par rapport à ces quatre pays.

Rappelons que la Slovénie, issue du démembrement de l'ex-Yougoslavie, a accompli un parcours exemplaire qui en a fait un champion de la transition et lui a épargné les crises économiques et politiques qu'ont connues à l'époque les autres pays postulant à l'accession à l'Union européenne, qu'elle a intégrée en 2004. Elle a effectué cette course d'obstacles sans bouleverser son mode de fonctionnement, celui d'une société fondée sur la cogestion avec les partenaires sociaux, la recherche systématique du consensus, et l'existence de grandes entreprises et banques restant propriétés de l'Etat. Paradoxalement, les fondements de cette réussite ont engendré les difficultés qu'elle a rencontrées dès son intégration dans l'Union et, plus encore, dans la zone euro en 2007. Ce qui faisait la force de son économie s'est alors transformé en faiblesse, quand elle a été soumise à la concurrence dans un espace d'inspiration libérale. La puissance des grandes banques nationales, combinée avec leur mauvaise gestion, s'est avérée être un handicap dans un monde où la souplesse était requise, et également quand il a fallu les recapitaliser pour compenser les pertes qu'elles avaient subies du fait de leurs participations au capital d'entreprises publiques non rentables dans le nouveau contexte. La gestion exemplaire des finances publiques pendant la transition jusqu'à 2004, qui avait fortement contribué à faire de la Slovénie quasiment le meilleur élève de la classe, a cédé la place aux trous béants laissés par la recapitalisation des banques publiques, et elle s'est retrouvée sous le coup des sanctions de Bruxelles quand elle a intégré la zone euro. A cela se sont ajoutées les conséquences de la crise de 2008-2009, qui l'ont laissée en grande difficulté.

Ce n'est que tout récemment, après plusieurs changements de gouvernements, que la situation économique du pays s'est apaisée. Il est symptomatique que l'on retrouve, parmi les principaux facteurs expliquant cette amélioration, le rebond, déjà noté dans le cas des pays du groupe de Visegrád, des investissements publics cofinancés et impulsés par le recours aux fonds structurels de l'Union européenne.

La Croatie constitue un cas encore bien différent. Sa récente intégration dans l'Union, comme son histoire, justifient qu'on la rattache à l'Europe centrale. Mais sa situation économique l'apparente bien plutôt aux pays du groupe des Balkans occidentaux. En effet, elle partage avec eux les difficultés d'une restructuration à effectuer. Alors qu'elle était auparavant très fortement dépendante d'une monoactivité, des chantiers navals qui n'étaient plus rentables, elle peine à trouver un ressort économique. En faisant abstraction des considérations politiques, et notamment des forts liens qu'elle entretient avec l'Allemagne, on peut se demander si elle a bien sa place dans l'UE et si elle ne l'a pas intégrée prématurément. Les efforts qu'elle a dû effectuer pour remplir les critères assignés pour cette intégration l'ont laissée exsangue. En particulier, la liquidation des chantiers navals qui constituaient le principal moteur de son activité économique a, dans un premier temps, nui considérablement à cette dernière.

La Hongrie

Comme les années précédentes, la Hongrie s'est composé un cocktail de mesures à sa façon afin de surmonter les obstacles. On n'insistera pas ici sur les multiples taxes qu'elle a inventées pour boucler son budget et qui ont fait le bonheur de la presse.

En 2014, elle a redécouvert les vertus des fonds structurels européens dont elle a fait un large usage, en consommant d'un seul coup un montant équivalant à 5-6 % de son PIB, soit deux fois plus qu'en moyenne annuelle au cours de la période 2007-2013. Cette manne lui a permis de financer, dans la perspective des trois élections qui ont marqué l'année (parlementaires, européennes et municipales), des projets publics longtemps délaissés.

Ce véritable boum des investissements publics, qui explique en grande partie l'essor remarquable de la formation brute de capital fixe au taux de 10 % (et près de 17 % pour le seul premier semestre) en 2014, a tiré la croissance qui atteint 3 %, avec l'appoint d'une consommation des ménages dopée, comme dans les autres pays de la région, par la croissance du salaire réel qui profite du très bas taux d'inflation (0,3 %). C'est donc bien la demande domestique qui a constitué le principal moteur de la croissance hongroise en 2014, même si l'effet de cette impulsion, en se répercutant sur les importations, a réduit quelque peu la contribution positive du commerce extérieur à cette croissance.

L'ouverture d'une ligne de crédit par la Banque centrale a permis de soulager le secteur financier, rudement mis à l'épreuve par les ponctions que lui a infligées le gouvernement (taxe sur les transactions financières et contribution à la prise en charge de la dette extérieure des ménages), dans sa fonction de financier du secteur réel, et de compenser les effets du *deleveraging* qui continue d'affecter les banques étrangères.

En ce qui concerne l'équilibre des finances publiques, la Hongrie tient le cap avec un déficit budgétaire qui ne dépasse pas 3 % du PIB (mais effleure cette limite en 2014). Cette consolidation demeure néanmoins fragile avec une dette publique qui, de l'ordre de 78 % du PIB, frise les 80 %.

Aujourd'hui, les difficultés susceptibles de toucher le pays tiennent davantage à sa proximité avec l'est de l'Europe et ses relations économiques avec la Russie, en raison de la crise ukrainienne, qu'à sa situation intérieure. Outre les approvisionnements en énergie (la Hongrie est dépendante à 90 % dans ce domaine), c'est surtout le secteur des fruits et légumes qui est concerné de façon indirecte, et les exportations de produits de l'industrie automobile vers la Russie. La reconstruction de la centrale nucléaire de Paks, qui incomberait pour une grande part à des entreprises russes et pour laquelle la Hongrie bénéficierait d'un crédit de 10 milliards d'euros de la part de Moscou, pourrait être remise en question.

La Pologne

L'économie polonaise avait connu, après une croissance moyenne de l'ordre de 4 % par an en 2010 et 2011, un sérieux ralentissement à partir de 2012, particulièrement prononcé en 2013 (le taux de croissance était tombé en dessous de 1 % au premier semestre), ce qui avait fait craindre ce que nous avons appelé dans la précédente édition du *Tableau de bord* un « atterrissage en douceur ». Il n'en a rien été. Le secret de ce retournement tient à ce que le gouvernement polonais a relancé le processus qui lui avait permis de maintenir l'économie en croissance dans un contexte extérieur chahuté : l'impulsion budgétaire par des investissements publics cofinancés par les fonds structurels européens (en ayant recours à partir de 2014 à la possibilité offerte d'utiliser le reliquat de la période 2007-2014).

Cette impulsion – liée à une accélération plus modérée de l'augmentation de la consommation des ménages – explique que la Pologne ait retrouvé en 2014 une croissance du PIB supérieure à 3 %.

La contribution du commerce extérieur à la croissance de l'économie est beaucoup plus sujette à caution. Alors que les taux de croissance relativement élevés (qui resteraient de l'ordre de 7 % par an pour les exportations comme pour les importations) laissaient croire au maintien d'une contribution positive à la croissance, la dernière analyse du WIIW évoque un changement en cours d'année dû à une accélération du niveau de croissance des importations, susceptible de la faire passer en négatif.

Nous l'avons dit, la formation brute de capital fixe, qui a atteint près de 10 % au premier semestre, et plus précisément les investissements publics en infrastructures, ont été le principal moteur de la croissance en Pologne cette année.

Cela s'accompagne paradoxalement de ce que le WIIW appelle une « tendance à la déflation ». Il remarque en effet que, avec un taux de chômage qui se maintient au-dessus de 10 % et une progression de la productivité supérieure à celle du salaire réel, il n'est pas étonnant que les prix à la production aient emprunté un « sentier négatif » (leur décroissance étant estimée à 1 % en 2014). Pour sa part, la croissance des prix à la consommation, avec 0,3 % en 2014, tend vers zéro.

Cette évolution nourrit la controverse qui fait rage à propos du comportement de la Banque centrale dont l'objectif (manqué) de croissance des prix à la consommation était de 2,5 % +/- 1 % et qui avait fixé en conséquence son taux directeur à 2,5 %. Même si elle l'a abaissé en octobre 2014, il reste élevé. C'est difficilement compréhensible, d'autant que cela conduit à maintenir des taux d'intérêt dissuasifs pour les emprunteurs sur le marché domestique, et que cela freine donc la progression des investissements privés. En outre, le cours du zloty, au niveau toujours élevé, s'en trouve dopé, ce qui peut pénaliser le commerce extérieur au moment où les effets de l'accélération de la demande domestique sur les importations pourraient se faire sentir.

La renationalisation du deuxième pilier des fonds de pension a permis d'une part de réduire le niveau de la dette publique polonaise, qui depuis plusieurs années frôlait dangereusement la limite assignée constitutionnellement, d'autre part de différer la consolidation fiscale demandée par la Commission européenne. Elle a aussi donné de la marge à une politique budgétaire qui, contrairement à la politique monétaire, a continué de soutenir la croissance en 2014, en cofinçant les investissements publics avec les fonds structurels européens.

La République tchèque

La récession qui avait sanctionné en 2012 et 2013 la politique des finances publiques frileuse de la République tchèque contrastait avec la croissance (parfois faiblissante) des autres pays du groupe de Visegrád. Le changement politique consécutif aux dernières élections législatives a initié un changement de politique budgétaire qui a entraîné une croissance franche de 2,5 % en 2014.

Comme la Pologne et la Hongrie, la République tchèque a utilisé le levier que constituaient les fonds structurels européens pour relancer les investissements publics. D'après les données dont on dispose, ils auraient crû de 30 % en 2014, à comparer avec une diminution de 12 % en 2013. Les autres éléments de la demande domestique concourent au rebond de l'économie, de façon plus modeste. La consommation des ménages, qui avait diminué en 2012 et au premier semestre de 2013, affiche une hausse attendue comprise entre 1,5 % et 2 % en 2014. Par ailleurs, le relâchement de l'austérité se traduit par une progression de la consommation publique qui devrait dépasser 2 %.

La politique monétaire, qui avait permis d'atténuer les effets dévastateurs de la politique budgétaire au cours des années 2012 et 2013, demeure extrêmement souple avec un taux directeur de 0,05 % appliqué depuis novembre 2012, le taux d'inflation de 0,5 %, mesuré par l'indice des prix à la consommation, étant très faible comme dans les autres pays du groupe de Visegrád. On peut pourtant être déçu par l'impact de ce faible taux directeur sur les taux d'intérêt commerciaux, qui demeurent à des niveaux beaucoup plus élevés (de l'ordre de 6 % pour les ménages et de 3 % pour les entreprises), de telle sorte que l'on n'enregistre pas la hausse des prêts à l'économie que l'on pouvait en attendre. En revanche, il est très efficace au regard de l'objectif de cette politique monétaire, qui est le maintien d'un taux de change de la couronne favorisant le commerce extérieur, fixé au-dessus de 27 couronnes pour un euro. Au demeurant, la situation des échanges reste confortable avec un excédent du commerce extérieur attendu de l'ordre de 8 milliards d'euros en 2014 et une diminution du déficit de la balance des paiements courants qui serait ramené à 0,5 % du PIB contre 1,4 % en 2013, même si le rapport du WIIW s'attend à une détérioration au vu des derniers indicateurs.

La situation des finances publiques est excellente : le déficit a été ramené aux environs de 1,5 % du PIB depuis 2013 et la dette est estimée à un peu moins de 43 % du PIB en 2014, soit loin de la limite de 60 % assignée par la loi. En conséquence, la République tchèque bénéficie de conditions d'emprunt plus faibles que d'autres pays, et comparables à celles accordées à la France, avec un taux de l'ordre de 3 %.

Au total, la situation économique semble bonne depuis que le pays a abandonné sa politique perverse d'austérité, et les perspectives pour 2015 sont positives.

La Slovaquie

Jusqu'ici, et même après la crise de 2008-2009, l'activité économique de la Slovaquie avait été tirée principalement par la demande extérieure. Si celle-ci a toujours une grande importance étant donné la spécialisation du pays dans l'industrie automobile, sa croissance a néanmoins connu un sérieux ralentissement en 2014 : les exportations ne se sont développées globalement que de 1,5 %, et c'est la demande domestique, atone au cours des deux années précédentes, qui a pris le relais. Plusieurs phénomènes ont contribué à cette situation.

Comme dans d'autres pays, la très faible inflation, voisine de zéro, a dopé le salaire réel. La conjugaison de ce phénomène avec l'amélioration de la situation du marché du travail, qui s'est traduite par une baisse du taux de chômage, a entraîné un dégel de la consommation des ménages dont la croissance en 2014 pourrait être de l'ordre de 2 %. Par ailleurs, les efforts menés par le gouvernement pour venir à bout des déséquilibres des finances publiques ont été couronnés de succès, ce qui lui a permis de desserrer l'étau et de laisser progresser la consommation publique de 5 %.

Pour la première fois depuis la crise en effet, on s'attend à ce que le déficit des finances publiques soit inférieur à 3 % du PIB, avec des objectifs (conformément au programme de stabilité d'avril) de 2,5 % en 2015, 1,5 % en 2016 et 0,5 % en 2017, ce qui a conduit la Commission européenne à mettre fin à la procédure qu'elle avait engagée contre la Slovaquie pour déficit excessif. Le pays n'en est pas quitte pour autant, car sa dette publique reste très légèrement supérieure au seuil légal de 55 % du PIB.

Des mesures sont donc prévues telles que le gel des salaires publics et de nouvelles coupes dans les dépenses, alors que le taux de la TVA, qui devait être abaissé à 19 %, est maintenu à 20 %.

La prévision du WIIW est celle d'un taux de croissance du PIB de 2,4 % en 2014 avec la perspective de rester à ce niveau au cours des deux prochaines années, la demande domestique demeurant le principal contributeur à cette croissance. En effet, même si la Slovaquie continue de bénéficier de sérieux atouts, en particulier de la qualité de son système bancaire et d'une solide industrie (toutefois toujours trop monoproductrice), son environnement reste sujet à des aléas majeurs, que ce soit en raison des incertitudes qui pèsent sur la demande émanant de l'Union européenne en cette période de stagnation, ou de celles qui concernent ses relations avec la Russie qui, à bien des égards, est un partenaire très important, ne serait-ce que pour les approvisionnements en gaz.

La Slovénie

La Slovénie, l'année dernière encore, était engluée dans un tissu de contradictions dont elle ne paraissait pas capable de sortir. C'est ainsi qu'elle s'était lancée dans une opération, ambitieuse autant que dangereuse, de recapitalisation de ses deux monstres bancaires plombés par la mauvaise qualité de leurs créances. Cette recapitalisation avait eu pour effet de faire passer le niveau de son déficit budgétaire de 3,5 % du PIB à 14,4 % en 2013 et sa dette publique de 53,3 % du PIB à 70 %. On ne donnait alors pas cher de ses chances de s'en sortir.

Pourtant, 2014 a été l'année d'un certain renouveau, qu'elle a initié par ses seuls moyens (elle a refusé de se faire aider par le FMI), signe de ce que son économie repose sur des éléments de qualité préservés par la réussite de sa transition. A la récession de l'ordre de 1 % en 2013 a succédé un retour à la croissance à hauteur de près de 2 % en 2014. Deux facteurs expliquent cette bonne performance.

En premier lieu, comme la République tchèque, la Pologne et la Hongrie, la Slovénie a tiré parti de l'opportunité d'utiliser le reliquat des fonds structurels européens auxquels elle avait droit pour cofinancer des investissements dans les domaines des travaux publics et des infrastructures. C'est le principal moteur de son retour à la croissance.

En second lieu, de façon plus surprenante, elle a enregistré une nette accélération de la croissance de ses exportations, portées d'un peu moins de 2 % en 2013 à 5 % en 2014, ce qui lui a permis d'améliorer sa position d'exportateur net. En effet, comme le souligne la Coface dans sa synthèse de novembre 2014, la Slovénie possède un solide tissu dans plusieurs domaines de l'industrie, en particulier l'électroménager, l'automobile, les équipements électriques et la pharmacie.

Cependant, elle n'en a pas terminé avec les difficultés. Si le budget, bénéficiant du surcroît de recettes générées par la croissance, a vu, après la « bosse » due à la recapitalisation des banques, son déficit revenir au niveau plus raisonnable de 5 % du PIB en 2014, celui-ci reste néanmoins supérieur à la norme de 3 % fixée par la Commission européenne dans le cadre de la procédure engagée pour déficit excessif. Le nouveau Premier ministre, nommé après les élections de juillet, a donc annoncé qu'il faudrait faire de nouveaux efforts pour atteindre cet objectif en 2015. La combinaison d'une politique fiscale toujours restrictive avec de nouvelles réductions des dépenses publiques, et de l'intensification du processus de privatisation des entreprises slovènes dont beaucoup demeurent propriétés de l'Etat, devrait permettre d'y parvenir.

L'augmentation des entrées de capitaux au titre des IDE, dont le montant devrait atteindre le milliard d'euros en 2014, est à cet égard un bon signe, comme l'a été le placement réussi de deux milliards d'obligations à 7 ans au taux de 3 % en avril 2014. Cela témoigne de la confiance dont bénéficie, malgré ses difficultés des années précédentes, la Slovénie auprès des marchés.

La Croatie

La Croatie a connu en 2014 sa sixième année de récession consécutive, avec une diminution du PIB de près de 1 %. Toutes les composantes de la demande domestique sont concernées : la consommation des ménages et la formation brute de capital fixe (en recul, respectivement, de 0,6 % et 4 %), ainsi que la consommation publique. La production industrielle stagne. Seuls quelques secteurs de l'industrie manufacturière (notamment le travail du cuir, des meubles, du caoutchouc, du plastique et les produits pharmaceutiques) tirent leur épingle du jeu avec une progression de l'ordre de 2 %.

Pour remédier à cela, le gouvernement a adopté en septembre une « stratégie industrielle » de développement pour 2014-2020 identifiant des secteurs « stratégiques » : pharmacie, produits finis en métal, ordinateurs et informatique, équipements électriques, industrie du meuble et industrie alimentaire.

Le taux de chômage a encore légèrement progressé en 2014 et atteint 17,5 %. L'inflation, comme dans les autres pays de l'Europe centrale, est très faible : environ 0,5 % seulement.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, la balance commerciale demeure fortement négative, même si le taux de croissance des exportations est supérieur à celui des importations. Cependant, si l'on agrège les échanges de services qui incorporent les revenus du tourisme, la situation s'inverse un peu. Ces derniers comptent en effet parmi les principales ressources du pays. La balance des paiements courants avec l'extérieur est légèrement positive et la dette extérieure brute qui dépasse de peu 100 % augmente légèrement.

Le déficit des finances publiques est supérieur à 3 % du PIB puisqu'il a atteint 5 % en 2014. C'est pourquoi le Conseil européen a ouvert une procédure pour déficit excessif en janvier. La réponse du gouvernement a été un « Programme de convergence » dont l'objectif est de faire redescendre le déficit en dessous de 3 % du PIB en 2016, sous la surveillance de la Commission européenne. Le gouvernement a annoncé un programme de mesures combinant des coupes dans les dépenses publiques d'investissement avec des dispositions pour accroître les recettes : augmentation des cotisations au système de santé, prélèvements sur les profits des entreprises publiques notamment. Il a en outre annoncé des mesures d'ordre fiscal concernant les seuils de revenus taxables et les modalités de leur taxation et, à plus longue échéance, l'instauration d'une taxe sur les intérêts de l'épargne, et une imposition de la propriété à mettre au point.

Pour assurer le préfinancement du budget de 2015, il a l'intention d'émettre un emprunt (eurobonds) d'au moins 1 milliard d'euros à la fin de 2014.

*
* *

La situation des pays de l'Europe centrale à la fin de 2014 tranche nettement avec celle que nous décrivions dans l'édition 2013 du *Tableau de bord*. Rappelons que c'était alors la demande extérieure qui tirait l'activité économique de la région, tandis que la demande domestique – et plus particulièrement la formation brute de capital fixe – se faisant remarquer par son atonie. Compte tenu du rebond de la crise dans la zone euro qui en affaiblissait la croissance, le pronostic que l'on pouvait faire alors pour l'année 2014 était réservé.

Depuis lors, le paysage a fondamentalement changé. Les pays du groupe de Visegrád, à l'issue d'alternances politiques, ont su trouver en eux-mêmes, mais également grâce à l'apport enfin largement utilisé des fonds structurels européens, le ressort nécessaire pour rebondir, au point de montrer la voie à suivre à la « vieille Europe ».

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Croatie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	-1,7	-0,3	-2,2	-0,9	-0,8
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	61	61	62	61	60
Consommation des ménages	-1,5	0,3	-3,0	-1,3	-0,6
Formation brute de capital fixe	-15,2	-2,7	-3,3	-1,0	-4
Prix à la consommation	1,1	2,2	3,4	2,3	0,5
Solde des administrations publiques, déf. UE (en % du PIB)	-6,3	-7,7	-4,9	-4,9	-5
Dette publique, déf. UE (en % du PIB)	44,4	51,4	55,6	66,7	72
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	11,8	13,5	15,9	17,2	17,5
Exportations de marchandises	18,1	7,8	0,3	-0,1	11
Importations de marchandises	-0,5	7,5	-0,4	1,8	4,3
Balance commerciale (en milliards d'euros)	-5,7	-6,1	-6,1	-6,3	-5,9
Balance courante (en % du PIB)	-1,1	-0,9	0,2	0,9	0,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	103,3	102,6	102,1	104,7	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Hongrie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	0,8	1,8	1,5	1,5	3
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	67	68	68	68	69
Consommation des ménages	-2,8	0,8	-2,0	0,1	2,3
Formation brute de capital fixe	-9,5	-2,2	-4,2	5,2	10
Prix à la consommation	4,7	3,9	5,7	1,7	0,3
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-4,3	4,2	-2,1	-2,3	-3
Dette publique (en % du PIB)	80,8	81,0	78,4	77,3	78
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	11,2	10,9	10,9	10,2	8,5
Exportations de marchandises	16,4	8,6	2,1	3,0	5,3
Importations de marchandises	17,2	8,4	-2,3	2,3	6,1
Balance commerciale (en milliards d'euros)	2,6	2,9	3,0	3,6	3,2
Balance courante (en % du PIB)	0,3	0,8	1,9	4,1	3,6
Dette extérieure brute (en % du PIB)	143,7	134,9	128,9	118,5	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Pologne

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	3,9	4,5	2,0	1,6	3,3
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	64	65	67	68	69
Consommation des ménages	3,1	2,7	1,2	0,7	2,5
Formation brute de capital fixe	-0,4	8,5	-1,6	-0,2	6
Prix à la consommation	2,7	3,9	3,7	0,7	0,3
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-7,8	-5,1	-3,9	-4,3	5
Dette publique, déf. UE (en % du PIB)	54,9	56,2	55,6	57,0	52
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	9,6	9,7	10,1	10,3	10
Exportations de marchandises	22,9	12,2	6,5	5,7	7
Importations de marchandises	25,0	12,8	2,2	0,2	7
Balance commerciale (en milliards d'euros)	-10,4	-12	-7,1	0,6	0,7
Balance courante (en % du PIB)	-5,5	-5,2	-3,6	-1,3	-1
Dette extérieure brute (en % du PIB)	67,2	67,5	72,9	71,2	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

République tchèque

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	2,3	2,0	-0,8	-0,7	2,5
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	84	85	85	84	85
Consommation des ménages	1,0	0,3	-1,8	0,4	1,5
Formation brute de capital fixe	1,3	1,1	-2,9	-4,4	5
Prix à la consommation	1,2	2,2	3,5	1,4	0,5
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-4,5	-3,0	-4,0	-1,4	-1,4
Dette publique (en % du PIB)	36,8	39,4	43,9	43,8	42,8
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,3	6,7	7,0	7,0	6,4
Exportations de marchandises	21,3	13,8	5,4	-1,1	9
Importations de marchandises	24,1	12,3	3,2	-2,6	9
Balance commerciale (en milliards d'euros)	2,1	3,7	5,9	7,3	8
Balance courante (en % du PIB)	-3,8	-2,6	-1,3	-1,4	-0,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	45,1	44,5	48,3	51,3	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Slovaquie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	4,4	3,0	1,8	0,9	2,4
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	75	75	76	76	77
Consommation des ménages	-0,7	-0,5	-0,2	0	2
Formation brute de capital fixe	6,5	14,3	-10,5	-4,3	3
Prix à la consommation	0,7	4,1	3,7	1,5	0,2
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-7,5	-4,8	-4,5	-2,8	-2,8
Dette publique (en % du PIB)	41,0	43,6	52,7	55,4	55,2
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	14,4	13,5	14,0	14,2	13,5
Exportations de marchandises	21,5	17,6	9,7	3,3	1,5
Importations de marchandises	22,5	17,4	5,3	2,3	2
Balance commerciale (en milliards d'euros)	0,8	1	3,6	4,3	4
Balance courante (en % du PIB)	-3,7	-3,8	2,2	2,1	1,5
Dette extérieure brute (en % du PIB)	74,8	76,7	75,6	82,7	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision

Slovénie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	1,2	0,6	-2,6	-1,0	1,8
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	86	86	85	85	85
Consommation des ménages	1,0	0,0	-2,9	-4,0	0,4
Formation brute de capital fixe	-13,7	-4,6	-8,9	1,9	4,5
Prix à la consommation	2,1	2,1	2,8	1,9	0,7
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-5,7	-6,3	-3,9	-14,4	-5
Dette publique (en % du PIB)	37,9	46,2	53,3	70,0	82
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,3	8,2	8,9	10,1	10
Exportations de marchandises	14,4	13,1	0,8	1,8	5
Importations de marchandises	16,3	13,1	-2,7	-1,9	3
Balance commerciale (en milliards d'euros)	-0,8	-0,95	-0,15	0,65	1,1
Balance courante (en % du PIB)	-0,1	0,4	2,8	5,8	5,3
Dette extérieure brute (en % du PIB)	112,4	108,8	114,6	110,5	-

Sources : WIIW ; (p) : prévision